

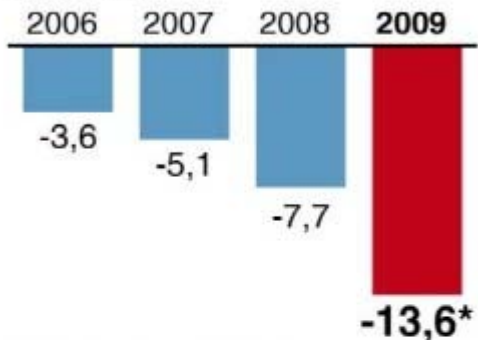
Le plan d'aide ne sortira pas seul Athènes de l'ornière, selon des économistes

ZOOM

Finances grecques

Déficit public

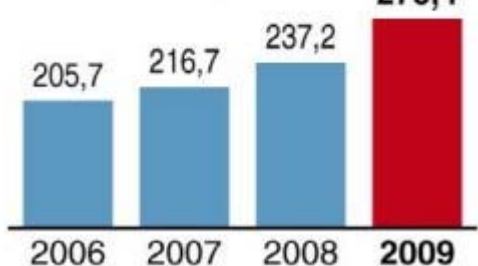
(en % du PIB)



* -14% (estimation ministère)

Dettes

(en milliards d'euros)



Source : Eurostat

AFP

AFP/Infographie null

L'aide des Européens et du Fonds monétaire international (FMI) devrait permettre à la Grèce de faire face à ses échéances immédiates, mais ne suffira pas à elle seule pour sortir ce pays de l'ornière, estiment des économistes interrogés mardi par l'AFP.

- Pourquoi la perspective du déclenchement de l'aide n'apaise pas les marchés?

L'activation du plan d'aide n'est pas totalement actée, l'Allemagne, premier contributeur, ayant d'abord semblé rechigner à mettre la main au portefeuille.

Or, tant que rien n'est acquis, "les marchés surréagissent à la moindre déclaration de responsables européens", explique Ethan Ilzetzki, professeur à la London School of Economics.

En outre, estime Elie Cohen, du centre français de recherche scientifique (CNRS), "il y a sur les marchés un doute fondamental quant à la capacité de la Grèce à mettre en oeuvre un plan d'austérité soutenable".

- La Grèce pourra-t-elle honorer ses prochaines échéances?

Athènes doit rembourser 9 milliards d'euros à ses créanciers d'ici le 19 mai - une somme théoriquement couverte par le plan d'aide.

"Mais la fenêtre est courte entre les élections régionales allemandes du 9 mai (qui s'annoncent risquées pour la coalition gouvernementale, nldr) et cette échéance", souligne Benjamin Carton, du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Selon lui, "la seule spéculation est d'ordre politique": l'Allemagne pourrait refuser d'aider la Grèce si elle juge que son plan d'austérité est

insuffisant ou qu'un défaut de paiement grec est inévitable.

- Les Européens peuvent-ils demander davantage d'efforts à la Grèce?

"Pour le peuple grec, le plan actuel est déjà insupportable", souligne Elie Cohen. Mais il ne suffit pas, selon lui, à permettre à Athènes de réduire son déficit public autant qu'annoncé.

Pour Benjamin Carton, les Européens pourraient exiger, en plus du plan déjà prévu, que la Grèce prenne des mesures "vigoureuses" contre l'économie souterraine, qui lui fait perdre d'importantes recettes fiscales, et engage une vaste réforme du système des retraites.

"C'est aussi l'incertitude sur la capacité du gouvernement grec à tenir ses promesses de rigueur qui agite les marchés", relève Ethan Ilzetzki.

- La Grèce risque-t-elle le défaut de paiement?

"La seule vertu du plan d'aide, c'est, pour l'instant, d'éviter à la Grèce d'avoir à emprunter à des taux prohibitifs", note Benjamin Carton. Mais "le plan ne suffit pas en soi à éviter le défaut de la Grèce", prévient-il. Pour lui, "il faut aussi que les réformes structurelles soient engagées et que la croissance soit de retour".

En outre, le plan international n'est pas une solution suffisante sur le long terme, estime Elie Cohen, qui juge inéluctable un rééchelonnement ou une restructuration de la dette grecque - une hypothèse catégoriquement rejetée par Athènes et plusieurs responsables européens.

- Y a-t-il des risques de contagion de la crise grecque?

Les craintes s'accroissent notamment au Portugal, présenté souvent comme le deuxième maillon faible de la zone euro.

Pour autant, "la situation des finances publiques en Espagne, au Portugal ou en Irlande était bien meilleure que celle de la Grèce avant la crise", rappelle Benjamin Carton. Et "les difficultés structurelles de la Grèce (économie souterraine et système de retraites) ne sont pas du tout aussi fortes dans les autres pays".

"Le risque c'est que les marchés financiers attaquent d'autres pays, entraînant une contagion sans lien réel avec leur situation économique réelle", avertit Ethan Ilzetki.